



MARCHÉ DE REMPLACEMENT COMPLET DES ASCENSEURS DE 3 GROUPE D'ASCENSEURS (TRIPLEX N, TRIPLEX F ET DUPLEX O) SUR LE SITE DE DUQUESNE

Cahier des Charges Techniques et Particulières

Remplacements complets de 8 ascenseurs

Maître d'ouvrage	 MINISTÈRES SOCIAUX <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	MINISTÈRES SOCIAUX 14, avenue Duquesne 75007 PARIS
Maître d'Œuvre	 SOCOTEC	SOCOTEC SMART SOLUTIONS 155, rue du Docteur Bauer 93400 Saint Ouen

Sommaire

1. Généralités	3
1.1. Introduction	3
1.2. Connaissance des lieux.....	3
1.3. Dispositions particulières en bâtiment occupé	4
1.4. Généralités	4
2. Prescriptions techniques.....	5
2.1. Définition du matériel proposé.....	5
2.2. Qualité du matériel.....	5
2.3. Caractéristiques des appareils actuels.....	6
2.4. Démontage des appareils.....	6
2.5. Caractéristiques techniques des appareils neufs	6
2.6. Remplacements complets des appareils.....	7
2.7. Base vie et zone de stockage.....	11
3. Sécurité, Propreté et État des Lieux	11
4. Délais – Planning	12
5. Dossier conforme à l'exécution	13
6. Contrôles de fin de Travaux et Essais	13
7. Réception des Ouvrages	14
7.1. Essais et vérification de fonctionnement	14
7.2. Mise en service.....	14
8. Documents d'exécution	14
8.1. Avant travaux.....	14
8.2. Après achèvement.....	15
9. Modalités chantier	15
9.1. Exécution des travaux	15
9.2. Sous-traitance.....	15
9.3. Visites et investigations	16
9.4. Suivi chantier	16
9.5. Propreté du chantier	16
9.6. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité.....	16
9.7. Amiante.....	17
9.8. Communication pendant la phase chantier	17
10. Garantie	18
11. Confidentialité.....	18
12. Normes et réglementations	18

1. Généralités

1.1. Introduction

Le Prestataire, dans le cadre du présent marché de travaux, missionné par Ordre de Service, à la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce à la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire remplie par le Prestataire.

En conséquence, le Prestataire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants
- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création des ascenseurs dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché
- Prendre en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution
- Avoir signalé au maître d'ouvrage, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et la DPGF le cas échéant,
- Avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- Avoir mesuré :
 - Les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté
 - Les conditions d'interventions et les moyens nécessaires.
- Avoir prévu la fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du C.C.T.P.
- Avoir inclus les travaux de serrurerie, de maçonnerie conformément aux spécifications du C.C.T.P.
- Avoir inclus les travaux de peinture conformément aux spécifications du C.C.T.P.
- Avoir inclus la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.
- **Avoir prévu, s'ils existent, le remplacement des ébrasements dito existant ou équivalent aux finitions des portes palières (selon choix du MOA)**

En aucun cas, le Prestataire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

Le Prestataire devra appliquer les normes, lois, décrets et règlements actuellement en vigueur pour la réalisation des travaux.

1.2. Connaissance des lieux

Les ascenseurs sont situés dans un bâtiment de bureaux, classe code du travail. Le prestataire prévoira l'ensemble des prescriptions applicables dans ce type d'établissement.

Le Prestataire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès. Le Prestataire devra faire son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au terrain, aux bâtiments voisins ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en eau et en électricité, etc... Aucune réclamation ne sera prise en compte et le Prestataire ne pourra prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres.

Les travaux envisagés sont à exécuter dans des locaux et sur des installations existantes occupées

Les appareils sont situés aux adresses suivantes :

Groupe	Adresse	Code Postal	Ville	Référence appareil	Localisation
Duplex O	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007227	Gauche
Duplex O	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007226	Droit
Triplex F	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007232	Gauche
Triplex F	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007233	Milieu
Triplex F	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007234	Droite
Triplex N	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007228	Rue
Triplex N	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007230	Milieu
Triplex N	14 avenue Duquesne	75007	PARIS	4007231	Jardin/Cour

1.3. Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment occupé, le Prestataire doit :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment
- Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, du public et des intervenants
- Éviter d'encombrer l'usage des parties communes et des passages de circulation
- Protéger les ouvrages existants
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers et du maître d'ouvrage sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning fait l'objet d'une note rectificative indiquant les motifs du retard.

1.4. Généralités

En cours de travaux, le Prestataire devra :

- La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent
- La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires
- La mise en application des principes généraux de la prévention.

Pendant toute la durée des travaux, le Prestataire devra détacher au chantier, un conducteur de travaux qualifié, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

Le Prestataire est seul responsable de ces questions même si le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sont tenus informés. Il sera appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui ne pourra être recherchée.

Les matériaux devront être commandés aux fournisseurs en temps opportun de façon qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution.

L'ensemble des travaux sera soumis au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre s'il y a lieu.

Retard et suspension des travaux :

Si pour une cause étrangère au fait de l'entreprise, les travaux sont retardés ou suspendus dans les conditions telles que ce retard ou cette suspension puisse porter atteinte à la bonne conservation des installations exécutées ou des approvisionnements déjà effectués, il appartiendra à l'entreprise de faire, par écrit au Maître d'Œuvre, les réserves nécessaires et de lui suggérer, le cas échéant, les mesures de protection à prendre.

Si les travaux sont interrompus définitivement ou si les travaux suspendus n'ont pas été repris dans le délai de trois mois à dater de l'envoi des réserves prévues ci-dessus, il devra être procédé à la réception partielle des travaux effectués.

Mise en œuvre du matériel :

La mise en œuvre devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.
Toutes les dispositions devront être prises pendant la mise en œuvre.

NOTA : Avant tout démarrage des travaux, le Prestataire devra avoir obtenu l'accord du Maître d'Œuvre. Les plans fournis par le Prestataire comprendront toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser.
Ces plans devront en outre être complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

2. Prescriptions techniques

2.1. Définition du matériel proposé

La proposition du Prestataire est considérée comme étant conforme au C.C.T.P. Travaux et ses annexes.

Toutefois, le Prestataire fournit un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc. décoration, accessoires) en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

Dans le cadre de son descriptif technique, le prestataire spécifiera les légères divergences pour permettre leur acceptation par le maître d'ouvrage.

Le Prestataire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des installations.

2.2. Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériel, appareillages, etc., sont neufs, de bonne qualité, et sont d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique. Les pièces de rechange ou détachées sont en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "ascenseurs" en France).

Les outillages spécifiques nécessaires à leur mise en œuvre, entretien et exploitation (interfaces de programmation, outils de visualisation de défauts, outils de contrôles de câbles, etc.) sont fixés à demeure en machinerie ou à proximité de l'armoire de manœuvre, de l'opérateur...

Ils sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, du point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Les composants de sécurité, conformément aux normes en vigueur, disposent d'une attestation de type (limiteur, parachute, serrures, amortisseurs, etc.), ou d'un procès-verbal d'essai au feu (porte palière, etc.), en cours de validité, délivrés par un laboratoire agréé.

Tous les éléments de la fourniture du présent marché, susceptibles d'être altérés par des agents atmosphériques ou autres pendant le transport ou le séjour sur le chantier, reçoivent un traitement de protection les mettant à l'abri de toute détérioration.

Il appartient au Prestataire - qui demeure seul responsable des travaux - de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ne peut avoir pour effet de dégager la responsabilité du Prestataire.

2.3. Caractéristiques des appareils actuels

Les caractéristiques des appareils sont communiquées en annexe 2 du présent CCTP, dans le fichier "02.3 MINISTÈRES SOCIAUX - Annexe 2 au CCTP_Cartographie ascenseur".

Au stade de la consultation la visite du site est obligatoire. Lors de sa visite sur site, le prestataire vérifiera les dimensions existantes. Une visite sur les lieux et un relevé complet des côtes par l'entreprise sont exigés.

2.4. Démontage des appareils

Les appareils actuels seront démontés au titre du présent marché.

Précision importante : l'huile présente dans les installations devra être vidangée avant le démontage de ces dernières. Elle devra être déposée chez un récupérateur agréé.

Le Prestataire devra fournir les documents certifiants :

- Qu'une procédure de recyclage des déchets polluants est en place au sein de l'Entreprise,
- Nom, adresse et agrément du récupérateur.

Les travaux de remplacement incluent :

- Le démontage et l'évacuation des matériels ; l'évacuation des déchets devra se faire quotidiennement. Aucun déchet de démontage ne devra être stocké, même provisoirement sur un palier,
- Le nettoyage et la remise en état des gaines (tous anciens percements bouchés s'ils ne sont pas nécessaires à la nouvelle installation).
- La création d'une ventilation vers l'extérieur si nécessaire
- Le remplacement du tableau d'arrivée de courant et si nécessaire son déplacement en haut de gaine (pas de boîte de dérivation dans le local actuel si le local n'est pas conservé)
- Tous travaux de peinture, maçonnerie, électricité rendus nécessaires après démontage et installation,
- La cuvette sera nettoyée et mise en peinture (peinture anti-poussière au sol) remontée sur 1m.
- La remise en état du local des machines actuel avec peinture complète (que le local machinerie soit conservé ou non).
- La reprise des sols aux paliers (dito existant ou au choix du MOA)
- La finition aux paliers (peinture, carrelage, revêtement spécial, encadrement de portes, etc.) dito existant ou au choix du MOA
- Les branchements de la téléalarme à un nouveau kit GSM (carte SIM bloquée et installée par le prestataire) **avec programmation d'un report au PC sécurité**

2.5. Caractéristiques techniques des appareils neufs

La conformité aux présents référentiels (non limitatifs) est exigée :

- Directive 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée en droit Français par le décret 2016-550 du 3 mai 2016
- Norme NF EN81-70 (y compris l'installation d'une boucle inductive pour les malentendants)
- Norme NF EN81-28 en totalité (filtrage inclus et conforme au §4.5)
- Norme NF EN81-71 et l'annexe A1
- Norme NF EN81-20 et EN81-50 : règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – ascenseurs et ascenseurs de charge
- Norme NF EN81-21 : ascenseurs neufs dans un immeuble existant

Les travaux de maçonnerie, de charpente ou de structure rendus nécessaires pour le respect du présent marché sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que les études préalables (Étude béton...).

Les efforts en cuvette seront calculés. Dans le cas où les efforts seraient supérieurs à ceux existants : il sera nécessaire de faire vérifier la solidité des ouvrages par un ingénieur béton.

De plus, si des modifications de la structure existante de la gaine (modification des baies palières existantes) ou de la charpente étaient nécessaires, les études préalables sont à la charge du prestataire.

L'entrepreneur procédera à la vérification des disjoncteurs pied de colonne courbe et puissance et leur adéquation aux nouvelles caractéristiques des appareils proposés. En cas d'inadéquation, le prestataire prévoira dans le cadre de ce marché le remplacement des disjoncteurs pied de colonne.

Les travaux devront être conformes à la norme NF C 15-100.

En cas de modification de la position de la machinerie – appareil sans local des machines – le Prestataire intégrera dans le cadre de son offre les travaux électriques préalables suivants :

- Fourniture et pose d'une alimentation 400V et 230V à partir du pied de colonne jusqu'aux panneaux de commandes situés aux paliers hauts.
- Modification de la ligne téléphonique de la machinerie actuelle jusqu'aux panneaux de commandes situés aux paliers hauts.

2.6. Remplacements complets des appareils

Dans le cadre de sa réponse, le Prestataire optimise les dimensions des appareils en proposant les passages libres et dimensions cabine les plus grands possibles. Le titulaire proposera dès que possible des appareils de type 1, 2, 3, 4 ou 5.

L'ensemble des prescriptions techniques pour l'installation des appareils neufs se trouve en annexe du présent CCTP "02.2 MINISTÈRES SOCIAUX - Annexe 1 au CCTP_Prescriptions techniques".

De plus, le Prestataire :

- Propose des appareils avec un système de commande **totale**ment ouvert, programmable et paramétrable par toutes les sociétés d'ascenseur sans matériel propriétaire et outil de programmation.
- Appose le marquage CE indélébile sur une plaque inviolable (ex: N° CE gravé sur une plaque métallique)
- Réutilise sur les nouvelles boîtes à boutons les têtes de badge en cabine existantes. Il fera sienne toute adaptation de la nouvelle boîte à bouton pour l'installation de la tête de badge (position exacte à définir en phase EXE). Le Prestataire prévoit le raccordement de la tête de badge existante (et tire de nouveaux câbles en gaine, jusqu'à la centrale, si nécessaire) et s'assure de son bon fonctionnement avant remise en service

Les ascenseurs seront remplacés par des appareils aux caractéristiques minimales indiquées dans le tableau ci-dessous. En cas de conflit, les caractéristiques ci-dessous prévalent par rapport aux prescriptions techniques de l'annexe au CCTP.

Duplex O - Appareils 4007226 (Droit) et 4007227 (Gauche)	
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Nb de niveaux	10 (-2,-1,0,1,2,3,4,5,6,7)
Charge (kg)	Mini 450 kg
Machinerie	Sans
Vitesse (m/s)	1,6 m/s
Dimensions cabine	Équivalentes ou agrandies
Passage libre	Mini 800 mm
Nombre de face de services	1 face de service
Entraînement	Moteur Gearless à aimants permanents. Frein certifié pour la vitesse excessive en montée. Mini 180 démarrages / heure (trafic intense)
Manœuvre	Type "Collective complète". Rapport d'intensité Id/In inférieur à 1,5. Armoire à microprocesseur équipé de la variation de fréquence garantissant une précision d'arrêt de 5 mm de 0 à 105% de la charge nominale. Duplex
PORTES PALIÈRES	
Type	Automatique toute façade, 2 VOL (ou 2 VOC si possible)
Degré de protection au feu	Pare-flamme E30
Passage libre	Mini 800 mm
Hauteur libre	2000 mm ou 2100 mm si possible
Finition	Inox brossé à tous les étages
Montage	En feuillure ou en gaine, seuils en aluminium renforcé
Calfeutrement	Inclus
Ebrasement	A remplacer dito existant et portes palières au RDC et R+1 (portes, façades et impostes au-dessus des portes)
CABINE	
Porte cabine	Modèle robuste à variation de fréquence. Dimensionnement pour 480 démarrages par heure (trafic intense) Type d'entraînement par courroie. Porte et seuil renforcé en aluminium (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA)
Rideau infrarouge de protection	Dispositif de détection toute hauteur. Installé en retrait pour être protégé d'un éventuel arrachage et pour ne pas être accessible par les utilisateurs sans outils.
Cabine	Parois haut de gamme type PLENILAQUE LACOBEL ou équivalent Plafond en tôle laquée blanche Sol en une seule pièce, de type granito ou grès ou PVC (au choix du MOA) Éclairage temporisé de type spot/dalle/pavé LED. Niveau d'éclairage de 100 lux au sol. Main courante en inox conforme EN 81-70. Plinthes en inox. Colonnes et linteaux en inox texturé Miroir toute largeur, toute hauteur, fixé sur le panneau arrière
BOUTONS ET AFFICHEURS	
Boîtes à boutons cabine et palières	Encastrées. Conformes à NF EN.81-70. Etage/fonction indiqué en braille Synthèse vocale et gongs conformes NF EN.81-70 A faire valider sur présentation d'échantillons par le Maître d'Ouvrage.
Afficheurs de direction et de position	Encastrés. A tous les niveaux. Conformes à NF EN81-70
Appel pompier	Oui. Et indiquer le niveau pompier sur la boîte à bouton de l'appareil concerné
Contrôle d'accès	Oui, badge pour accès au R+7
DIVERS	
Ébrasements	Remplacement des ébrasements du RdC et R+1, en inox dito portes palières
Séparation de gaine	Séparation grillagée à remplacer, conformément à la norme EN 81-20

Triplex F - Appareils 4007232 (Gauche), 4007233 (Milieu) et 4007234 Droite)	
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
Nb de niveaux	<u>Gauche</u> : 9 (0,1,2,3,4,5,6,7,8) / <u>Milieu</u> : 10 (-1,0,1,2,3,4,5,6,7,8) <u>Droite</u> : 8 (1,2,3,4,5,6,7,8)
Charge (kg)	Mini 400 kg
Machinerie	Sans
Vitesse (m/s)	1,6 m/s
Passage libre	Mini 700 mm, si possible 800 mm
Nombre de face de services	1 face de service
Entraînement	Moteur Gearless à aimants permanents. Frein certifié pour la vitesse excessive en montée. Mini 180 démarrages / heure (trafic intense). Régénération
Manœuvre	Type "Collective complète". Rapport d'intensité Id/In inférieur à 1,5. Armoire à microprocesseur équipé de la variation de fréquence garantissant une précision d'arrêt de 5 mm de 0 à 105% de la charge nominale. Triplex
PORTES PALIÈRES	
Type	Automatique toute façade, en 2 VOL ou 2 VOC si possible (sinon 3 ou 4 vantaux)
Degré de protection au feu	Pare-flamme E30
Passage libre	Mini 700 mm, si possible 800 mm
Hauteur libre	2000 mm ou 2100 mm si possible
Finition	Inox brossé à tous les étages
Montage	En feuillure ou en gaine, seuils en aluminium renforcé
Calfeutrement	Inclus
Ebrasement	A remplacer dito existant et portes palières au RDC et R+1 (portes, façades et impostes au-dessus des portes)
CABINE	
Porte cabine	Modèle robuste à variation de fréquence. Dimensionnement pour 480 démarrages par heure (trafic intense). Type d'entraînement par courroie. Porte et seuil renforcé en aluminium (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA)
Rideau infrarouge de protection	Dispositif de détection toute hauteur. Installé en retrait pour être protégé d'un éventuel arrachage et pour ne pas être accessible par les utilisateurs sans outils.
Cabine	Parois haut de gamme type PLENILAQUE LACOBEL ou équivalent Plafond en tôle laquée blanche Sol en une seule pièce, de type granito ou grès ou PVC (au choix du MOA) Eclairage temporisé de type spot/dalle/pavé LED. Niveau d'éclairement de 100 lux au sol. Main courante en inox conforme EN 81-70. Plinthes en inox. Colonnes et linteaux en inox texturé Miroir toute hauteur, toute hauteur, fixé sur le panneau arrière
BOUTONS ET AFFICHEURS	
Boîtes à boutons cabine et palières	Encastrées. Conformes à NF EN.81-70. Etage/fonction indiqué en braille Synthèse vocale et gongs conformes NF EN.81-70 A faire valider sur présentation d'échantillons par le Maître d'Ouvrage. - <u>Boutons paliers : voir synoptique</u>
Afficheurs de direction et de position	Encastrés. A tous les niveaux. Conformes à NF EN81-70
Appel pompier	Oui. Et indiquer le niveau pompier sur la boîte à bouton de l'appareil concerné
Contrôle d'accès	Oui, badge pour accès au R+7 et R+8
DIVERS	
Ébrasements	Remplacement des ébrasements du RdC et R+1, en inox dito portes palières
Séparation de gaine	Séparation grillagée à remplacer entre les appareils Gauche et Milieu, conformément à la norme EN 81-20

Triplex N - Appareils 4007228 (Rue), 4007230 (Milieu) et 4007231 (Jardin/Cour)

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Nb de niveaux	Rue et Milieu : 10 (-2,-1,0,1,2,3,4,5,6,7) Jardin/Cour: 9 (-1,0,1,2,3,4,5,6,7)
Charge (kg)	Mini 800 kg
Machinerie	Sans
Vitesse (m/s)	1,6 m/s
Dimensions cabine	Équivalentes ou agrandies
Passage libre	Mini 800 mm
Nombre de face de services	2 faces de service
Entraînement	Moteur Gearless à aimants permanents. Frein certifié pour la vitesse excessive en montée. Mini 180 démarrages / heure (trafic intense). Régénération
Manœuvre	Type "Collective complète". Rapport d'intensité Id/In inférieur à 1,5. Armoire à microprocesseur équipé de la variation de fréquence garantissant une précision d'arrêt de 5 mm de 0 à 105% de la charge nominale. Triplex

PORTES PALIÈRES

Type	Automatique toute façade, 2 VOL (ou 2 VOC si possible)
Degré de protection au feu	Pare-flamme E30
Passage libre	Mini 800 mm
Hauteur libre	2000 mm ou 2100 mm si possible
Finition	Inox brossé à tous les étages
Montage	En feuillure ou en gaine, seuils en aluminium renforcé
Calfeutrement	Inclus
Ebrasement	A remplacer dito existant et portes palières au RDC et R+1 (portes, façades et impostes au-dessus des portes)

CABINE

Porte cabine	Modèle robuste à variation de fréquence. Dimensionnement pour 480 démarrages par heure (trafic intense) Type d'entraînement par courroie. Porte et seuil renforcé en aluminium (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA)
Rideau infrarouge de protection	Dispositif de détection toute hauteur. Installé en retrait pour être protégé d'un éventuel arrachage et pour ne pas être accessible par les utilisateurs sans outils.
Cabine	Parois haut de gamme type PLENILAQUE LACOBEL ou équivalent Plafond en tôle laquée blanche Sol en une seule pièce, de type granito ou grès ou PVC (au choix du MOA) Eclairage temporisé de type spot/dalle/pavé LED. Niveau d'éclairement de 100 lux au sol. Main courante en inox conforme EN 81-70. Plinthes en inox. Colonnes et linteaux en inox texturé Miroir toute hauteur, fixé sur la paroi latérale opposée à la boîte à boutons + miroirs convexe au-dessus de chaque porte cabine

BOUTONS ET AFFICHEURS

Boîtes à boutons cabine et palières	Encastrées. Conformées à NF EN.81-70. Etage/fonction indiqué en braille Synthèse vocale et gongs conformes NF EN.81-70 A faire valider sur présentation d'échantillons par le Maître d'Ouvrage. <u>Boutons paliers : voir synoptique</u>
Afficheurs de direction et de position	Encastrés. A tous les niveaux. Conformés à NF EN81-70
Appel pompier	Oui. Et indiquer le niveau pompier sur la boîte à bouton de l'appareil concerné
Contrôle d'accès	Oui, badge pour accès au R+7

DIVERS

Ébrasements	Remplacement des ébrasements du RdC et R+1, en inox dito portes palières
Séparation de gaine	Séparations grillagées à remplacer entre chaque appareil, conformément à la norme EN 81-20

Synoptique des boutons paliers

Triplex F	
Entre Gauche et Milieu	Entre Milieu et Droite
<u>R-1</u> : bouton montée <u>RdC</u> : boutons montée/descente <u>Étages</u> : boutons montée/descente et 0 <u>R+8</u> : boutons descente et 0	<u>R+1 et étages</u> : boutons montée/descente et -1 <u>R+8</u> : boutons descente et -1
Triplex N	
Entre Gauche et Milieu	Entre Milieu et Droite
<u>R-2</u> : bouton montée <u>R-1</u> : bouton montée et R-2 <u>RdC et étages</u> : boutons montée/descente et R-2 <u>R+ 7</u> : boutons descente et R-2	<u>R-1</u> : bouton montée <u>RdC et étages</u> : boutons montée/descente <u>R+7</u> : boutons descente

2.7. Base vie et zone de stockage

Base vie : Le prestataire prévoit la mise en place d'une roulotte/base vie extérieure. Le Prestataire prévoit l'ensemble des démarches administratives auprès des autorités compétentes pour les demandes d'emprise sur voirie. Celle-ci devra être validée par le CSPS.

Zone de stockage : le Maître d'Ouvrage met à disposition un espace de 2,8 m x 4 m au R-1. Le Prestataire doit le balisage et la protection de cette zone par des palissades/grilles verrouillées, et devra assurer la protection des murs, sol et plafond de la zone. Si l'espace n'est pas suffisant, le Prestataire prévoit en sus la mise en place de conteneur ou équivalent sur voirie afin d'avoir l'espace de stockage suffisant pour les matériaux usagés et neufs. Le Prestataire prévoit l'ensemble des démarches administratives auprès des autorités compétentes pour les demandes d'emprise sur voirie.

3. Sécurité, Propreté et État des Lieux

Toutes les mesures de sécurité et de précautions seront prises afin de n'apporter aucun désordre aux ouvrages et locaux, ni aucune entrave à la protection des intervenants et des usagers des bâtiments (mise en place de sas fermés à clé, des barrières et des protections de chantier).

Le Prestataire prendra toutes les précautions nécessaires pour ne pas occasionner de dégâts aux ouvrages existants.

Le Prestataire sera tenu d'assurer :

- Le nettoyage quotidien des lieux, ainsi que l'évacuation des gravats, emballages et matériels déposés, l'utilisation des vide-ordures et des ascenseurs étant formellement proscrite,
- Les manutentions et approvisionnements en utilisant les escaliers de service quand il y a lieu,
- Le maintien permanent en état de propreté des ouvrages, des locaux dans lesquels sont exécutés les travaux, ainsi que des parties communes des immeubles et de la voirie.

En cas d'inobservation de ces clauses, le Maître d'Ouvrage fera effectuer les interventions jugées nécessaires par tout moyen de son choix.

MESURES DE SÉCURITÉ :

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

Le Maître d'Ouvrage (ou le Maître d'Œuvre) Œuvre aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Prestataire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés.

Chaque fois que cela est possible, les **Équipements de Protection Collectives seront privilégiés** et posés en début de chantier (protections des baies palières, balustrades, éclairages des accès, rampes, protections électriques, élingage de la cabine et du contrepoids, etc).

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par le Maître d'Œuvre. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du Prestataire.

Il appartient au Prestataire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre.

Les éventuels **sous-traitants** devront être **en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité**. Le Prestataire reste seul responsable de la sécurité du chantier.
Tous les **appareils de levage** utilisés sur le chantier devront avoir une **fiche de vérification à jour**.
Un **contrôle quotidien de toutes les serrures** (vérification systématique depuis le palier du bon verrouillage mécanique) sera effectué avant de quitter le chantier.
En cas de manquement du Prestataire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Maître d'Ouvrage pourra résilier de plein droit le contrat du Prestataire sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé.
Le travail les samedis, dimanches et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du Maître d'Ouvrage, et sous réserve d'un « travail à deux ».

SIGNALISATION DES CHANTIERS :

La signalisation des chantiers devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - signalisation des routes définies par les arrêtés des 24 novembre 1967, 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1974 et plus particulièrement sa 8ème partie approuvée par les arrêtés des 10 et 15 juillet 1974.
Le Prestataire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

MOYENS ET MATÉRIELS EN RÉSERVE :

Le Prestataire devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage, les moyens personnels, véhicules et matériels.
Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le Prestataire devra faire connaître nominativement au Maître d'Ouvrage le responsable de l'exploitation qui devra pouvoir être contacté.

NETTOYAGE ET LIVRAISON :

Le Prestataire doit le nettoyage de la totalité des ouvrages. Ces nettoyages porteront notamment sur :

- Les revêtements de sol de la cabine,
- Les portes palières,
- Les cabines d'ascenseurs,
- Le local machinerie,
- La gaine,
- Les parties communes.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué quotidiennement. Les gravois, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue. Le Prestataire prendra à sa charge la gestion des déchets de chantier.

4. Délais – Planning

Le planning d'exécution des ouvrages sera transmis au Maître d'Œuvre en conformité avec l'offre au plus tard 15 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1.

Intervention sur un appareil à la fois et les batteries d'ascenseurs les unes à la suite des autres (Triplex F puis Triplex N puis Duplex O). L'ordre d'intervention des batteries est susceptible d'être modifié, ainsi que l'ordre des appareils par batterie présenté dans le planning prévisionnel ci-dessous.

Le délai global de l'opération respectera le délai indiqué au CCAP et ci-dessous, le planning prévisionnel de l'opération (qui peut être optimisé).

Le planning comprendra :

- La date de remise des documents avant exécution,
- La réalisation des travaux avec découpage par phase : portes, cabine, opérateur, armoire, machine, réglage, etc,
- La date de fin des travaux des ouvrages.

	Installation de chantier
	Démontage et évacuation du matériel
	Montage
	Essais, contrôles, mise en service
	Séparation de gaine

ANNEE 1																																																				
Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
Réception OS																																																				
Etudes + plans																																																				
Approvisionnement matériel																																																				
Triplex F - Gauche (4007232)																																																				
Triplex F - Milieu (4007233)																																																				
Triplex F - Droite (4007234)																																																				

ANNEE 2																																																							
Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52			
Triplex N - Rue (4007228)																																																							
Triplex N - Milieu (4007230)																																																							
Triplex N - Jardin/Cour (4007231)																																																							
Duplex O - Gauche (4007227)																																																							
Duplex O - Droite (4007226)																																																							

ANNEE 3																																																							
Semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52			
Duplex O - Gauche (4007227)																																																							
Duplex O - Droite (4007226)																																																							

5. Dossier conforme à l'exécution

Après achèvement de chaque opération de travaux, le Prestataire est tenu de fournir sous un délai de 15 jours un dossier technique comportant :

- Le DOE et les PV d'essais conformes aux exigences de la NF P82 212 § 4.2.8 / 4.2.12 & 4.2.13.
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres,
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation,
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines,
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage.

La version papier sera déposée en machinerie (ou toit cabine ou armoire de manœuvre), la version numérique sera transmise au MOA, MOE, BCT et CSPS.

6. Contrôles de fin de Travaux et Essais

Pour les contrôles de fin de travaux, le Prestataire avisera le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre de la date où il jugera ses installations recevables. Cette notification sera produite au moins deux semaines avant la fin des travaux.

Ces installations feront l'objet d'un contrôle de conformité aux exigences du cahier des charges et de ses annexes.

Le Prestataire sera alors tenu d'enlever et de remplacer, à ses frais et dans les délais fixés, les matériels refusés pour obtenir les résultats contractuels.

A l'expiration de ce nouveau délai, un nouvel essai sera effectué.

Avant la réception, Le Prestataire prévoira de faire :

- La vérification et l'équilibrage du contrepoids avec 50% de la charge,
- Le remplacement des galets et contre galets de porte cabine s'ils ont été endommagés durant la phase travaux,
- La lubrification des guides cabine et contrepoids,
- Le nettoyage complet du chantier.

Chaque élément aura été vérifié et essayé pour s'assurer de son bon fonctionnement et notamment :

- Que les arrêts aux paliers sont conformes aux prescriptions, tolérance d'arrêt + ou - 5 mm de 0 à 105% de la charge
- Que les essais aient été faits par le Prestataire qui remettra un document de mise en service (COPREC) détaillant la procédure et les éléments soumis à essais.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais conformément à la directive européenne sont à la charge du Prestataire.

7. Réception des Ouvrages

La réception sera effectuée par le Maître d'Œuvre et aura lieu dans un délai de 15 jours après achèvement complet des travaux, et entraînera le règlement à 100% du décompte définitif, si la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas où une nouvelle réception de travaux serait nécessaire, la pénalité prévue au CCAP sera appliquée.

La réception sans réserve libère le Prestataire de ses obligations contractuelles tout en préservant les garanties de bon fonctionnement et décennale pour l'ensemble des ouvrages par lesquelles le Prestataire est tenu de :

- Remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage,
- Procéder à toutes interventions qui seraient reconnues nécessaires ou seulement utiles.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation les travaux d'entretien normal ainsi que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, maladresse ou défaut d'entretien, dont il appartient alors au Prestataire d'apporter la preuve.

7.1. Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque appareil, il est procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Prestataire qui assure également tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires.

Dans son offre, le Prestataire effectue les essais réglementaires. Le Maître d'Ouvrage fournira les caractéristiques des matériels prévus à l'annexe C de la norme NF EN81-1/2, lorsqu'ils sont nécessaires.

Ces pièces sont communiquées au Maître d'Œuvre.

7.2. Mise en service

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque appareil et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Prestataire et le Maître d'Œuvre.

Pendant cette période, le Prestataire procède aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

Lors de la mise en service, une réunion de passation de l'entretien de l'installation sera réalisée entre le Titulaire du présent marché et l'entreprise en charge de la Maintenance des ascenseurs de l'immeuble des MINISTÈRES SOCIAUX.

Les réserves éventuelles émises par l'entreprise de maintenance de l'immeuble des MINISTÈRES SOCIAUX dans le cadre de la réunion de passation seront à lever par l'entreprise titulaire du présent marché dans le délai qui lui sera notifié par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

8. Documents d'exécution

8.1. Avant travaux

Le Prestataire établit au titre de son marché les documents ci-dessous, qui sont remis au Maître d'Œuvre dans un délai de 30 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1 :

- Plans d'exécution des ascenseurs (un plan par groupe d'ascenseur triplex / duplex)
- Fiches techniques des matériaux utilisés
- Plaquettes et échantillons des finitions

Le Prestataire établit également au titre de son marché le planning de l'opération, qui est remis au Maître d'Œuvre dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'ordre de service n°1.

Si le Maître d'Œuvre constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jours pour en informer le Prestataire qui, dans le même délai, fournit des

nouveaux documents corrigés. Le Maître d'Œuvre délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Si les documents d'exécution (planning inclus) ne sont pas conformes aux éléments de l'offre, et moyennant un premier préavis resté sans effet, le Maître d'Ouvrage peut de plein droit annuler la commande sans contrepartie ni demande d'indemnités.

Le Prestataire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa du bureau de contrôle ou du Maître d'Œuvre sont considérés comme nuls.

8.2. Après achèvement

Après achèvement de chaque ascenseur, le Prestataire est tenu de fournir un dossier technique correspondant à l'article 5 de ce CCTP.

Tous ces documents sont disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas font l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

9. Modalités chantier

9.1. Exécution des travaux

Le Prestataire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Prestataire maîtrise en permanence tous les risques d'accident, tant corporel que matériel, inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité

Les prestations à exécuter au titre du présent marché comprennent notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation du matériel est faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Les sols, tapis, halls d'entrée sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté, ainsi que les paliers des étages.

Lors de la prise en charge des installations, le Prestataire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

9.2. Sous-traitance

Le Prestataire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie du marché qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Prestataire transmet au Maître d'Ouvrage ou à son représentant une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct, au minimum trente (30) jours avant le démarrage des travaux (sur support dématérialisé). Ces renseignements sont, a minima :

- Document DC4 incluant les déclarations sur l'honneur
- KBis de l'entreprise à agréer

- Copie des attestations légales de versement des cotisations et de déclarations aux administrations (fiscales)
- Références de chantiers équivalents
- Montant HT et nature détaillée des travaux sous traités
- Attestations d'assurance en cours de validité
- RIB
- Attestations sociales
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail

Les éventuels sous-traitants sont en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité.

Le Prestataire reste seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

9.3. Visites et investigations

Le Prestataire ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que le Maître d'Œuvre estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée au Prestataire.

9.4. Suivi chantier

Le Prestataire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, pendant toute la durée de l'opération ; y compris à lors des visites du bureau de contrôle.

Le Prestataire délègue un responsable ou technicien qualifié, agréé par le Maître d'Œuvre avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le Maître d'Œuvre, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- Formaliser l'avancement des travaux
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalculer le planning d'exécution
- Valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées
- Confirmer les décisions prises auprès du MOA aux cours des réunions précédentes.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantier suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.

9.5. Propreté du chantier

Conformément à l'article 37 du CCAG Travaux, le Prestataire du présent marché prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

9.6. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Le Maître d'Ouvrage (ou) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Prestataire s'y conforme sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Tous les intervenants sont équipés d'un vêtement et d'un badge permettant de les identifier facilement.

Chaque fois que cela est possible, les Équipements de Protection Collectives sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par le Maître d'Œuvre. **Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du Prestataire.**

Le Prestataire respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au Prestataire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée au maître d'ouvrage ou au Maître d'Œuvre avant toute utilisation.

En cas de manquement du Prestataire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Maître d'Ouvrage peut résilier de plein droit le contrat du Prestataire sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au Maître d'Ouvrage.

Le travail les samedi, dimanche et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du Maître d'Ouvrage et sous réserve d'un "travail à deux" systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

9.7. Amiante

Dans le cadre du présent dossier, le Maître d'Ouvrage a procédé à un repérage des matériaux amiantés avant travaux, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique.

Le Prestataire prend ainsi l'ensemble des mesures de protection individuelles et collectives nécessaires. Aucun surcoût ne pourrait être demandé par le Prestataire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la présente consultation.

L'ensemble des coûts sont inclus dans le cadre du prix global et forfaitaire proposé par le candidat (Montage des dossiers et déclaration administrative préalable, protection individuelle et collective, formation des intervenants, dépose des matériaux amiantés, évacuation, traitement des déchets et fourniture des bordereaux de suivi des déchets...).

Le Prestataire fournit au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Prestataire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le document annexé, il est tenu d'en informer immédiatement le Maître d'Ouvrage.

Si, durant les phases travaux, le Prestataire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le Maître d'Ouvrage convoque le Prestataire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

9.8. Communication pendant la phase chantier

30 jours avant le début du chantier, le Prestataire confirme aux services techniques du Maître d'Ouvrage son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- La date d'installation de l'équipe travaux
- La date et l'heure de livraison des matériels
- La date d'arrêt de l'ascenseur
- Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants
- La date de remise en service de l'appareil

Toute information postérieure venant modifier ce planning fait l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Prestataire (information du gardien, et affichage en sa présence).

Le Prestataire se conforme à la politique générale de communication du Maître d'Ouvrage.

10. Garantie

Le matériel et les installations seront garantis à compter de la réception contre tous les vices de fabrication ou de montage, couverts par la garantie de Parfait achèvement pour une durée d'un an ainsi que par la garantie de bon fonctionnement pour une durée de 2 ans.

Pendant ces périodes de garantie, l'entreprise devra le remplacement à ses frais, de toutes pièces défectueuses.

Pendant ces délais, elle devra, sur simple demande, procéder aux réparations ou modifications nécessaires à la remise en service des équipements dans le plus bref délai.

Par ailleurs, pendant l'année qui suivra donc la réception des travaux, l'entreprise devra l'entretien de ses ouvrages, qui pourraient s'avérer nécessaires du fait de détérioration ou de défectuosité prématurée.

En outre, l'entreprise devra pouvoir assurer une garantie d'approvisionnement de la totalité des pièces détachées pendant **DIX ANS minimum**.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur est tenu de remplacer ou de réparer donc à ses frais, tous éléments défectueux.

11. Confidentialité

Les parties reconnaissent que le contrat revêt un caractère strictement confidentiel et s'engagent à n'en révéler la teneur à aucune personne autre que celles nécessaires à son exécution.

Les stipulations qui précèdent n'empêchent pas l'une des parties de se prévaloir en justice des termes du contrat pour en obtenir l'exécution par l'autre partie, de présenter les dispositions du présent contrat à toute requête d'une autorité administrative à laquelle elle se soumet, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale, et de présenter les dispositions du présent contrat lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance du présent contrat pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celui-ci.

12. Normes et réglementations

Le Prestataire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de son marché. Il est rappelé, ci-après, quelques textes de portée générale.

- EN 81-20: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- EN 81-50: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.
- EN 81-28: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- EN 81-70: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- NF EN 12385: Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.

- NF EN 81-58: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- NF EN ISO 14122: Sécurité des machines - Partie 4: Échelles fixes.
- NF EN 85-016: Eléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- NF EN 13411: Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité:
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- NF EN ISO 13857: Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- NF EN 60204-1: Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- NF C 15-100: Installations électriques à basse tension.
- NF EN 81-72: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- NF EN 81-21: Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- NF P82-207: Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.
- Décret n° 2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Circulaire DGT n° 2011-02 du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- Ascenseur: 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016;
- Machines: 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008;
- Basse tension: 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015;
- Compatibilité électromagnétique: 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015;
- Produits de construction: Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.